

Conférence de presse « Politique énergétique : les faits et les attentes de l'économie suisse »

Mardi 17 mai 2011

Seul le texte prononcé fait foi.

Position de l'économie concernant l'approvisionnement électrique

Exposé de Gerold Bühler, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

L'économie suisse est consciente de l'inquiétude de larges couches de la population quant aux conséquences de la catastrophe de Fukushima. Les événements survenus au Japon montrent que notre économie peut être fragilisée et que l'approvisionnement en énergie – et notamment l'approvisionnement en électricité – est vital pour l'économie et les postes de travail.

La fiabilité de l'approvisionnement et le niveau des prix de l'électricité sont un facteur concurrentiel déterminant. La fermeture d'une partie des centrales nucléaires en Allemagne a provoqué une hausse des prix de l'électricité de 15 %. La Suisse est dépendante du marché européen de l'électricité, notamment durant les mois d'hiver lorsqu'elle importe plus de 15 % de sa consommation. Si toutes les centrales nucléaires devaient être arrêtées et que les contrats d'importation avec la France n'étaient pas renouvelés, notre pays afficherait un taux d'auto-approvisionnement inférieur à 40 % durant les six mois d'hiver.

L'économie suisse, les PME et les grandes entreprises doivent faire face à une forte concurrence internationale. Une augmentation sensible des prix de l'électricité ou même des coupures de courant seraient extrêmement préjudiciables à la compétitivité et à l'emploi, d'autant que nos entreprises sont déjà confrontées à la cherté du franc. Une hausse des prix de l'électricité de 30 % seulement (soit de trois centimes par kilowattheure) engendrerait un coût supplémentaire supérieur à un demi-milliard de francs par année pour l'industrie helvétique, ce qui entraînerait inévitablement des réductions d'effectifs et la délocalisation d'entreprises grandes consommatrices d'énergie. Il en résulterait un coût estimé à environ un milliard de francs pour l'ensemble de l'économie.

Du point de vue de l'économie, les points suivants sont vitaux pour nos entreprises et les postes de travail :

- Eu égard à nos entreprises et à leurs postes de travail, un approvisionnement énergétique sûr, fiable, compétitif et respectueux de l'environnement ne doit pas être remis en cause par les décisions de politique énergétique à venir.
- Face aux problèmes d'envergure qui menacent l'approvisionnement électrique en Europe occidentale, la Suisse doit s'assurer une large autonomie en matière d'approvisionnement.

- Notre pays doit se doter d'une stratégie énergétique globale pour pouvoir assurer son approvisionnement en énergie à long terme, coordonner de manière optimale le développement des mesures nécessaires et éviter tout préjudice. Cela exige du temps.
- L'économie continue à soutenir vigoureusement les mesures d'économie, d'amélioration de l'efficacité (rien que dans le cadre de l'Agence de l'énergie pour l'économie, des économies de l'ordre de 20 % ont été réalisées) et de développement des énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse, géothermie et hydraulique). Elle recommande toutefois de favoriser les solutions fondées sur l'économie de marché et d'éviter une surenchère de subventions et de redevances. Il convient également de lever les obstacles au développement de l'énergie éolienne et hydraulique.
- Dans le domaine de l'approvisionnement électrique, les faits sont têtus et l'on ne peut écarter l'option nucléaire, notamment dans la perspective des développements technologiques à venir. Il faut soutenir toutes les mesures prises pour offrir la meilleure sécurité possible aux être humains et à l'environnement. Une fermeture prématurée des centrales nucléaires ne serait pas supportable sur le plan économique. L'abandon éventuel de l'énergie d'origine nucléaire ne pourra être examiné que lorsque nous disposerons de solutions de substitution sûres, fiables, compétitives et respectueuses de l'environnement.
- Le recours temporaire aux centrales à gaz permettrait d'éviter une pénurie d'électricité, pour autant que la législation sur le CO₂ soit adaptée en conséquence et que la souplesse nécessaire soit accordée en matière de compensation par rapport aux mesures prises en Suisse et à l'étranger.

En dépit des incertitudes actuelles, il faut absolument éviter de prendre dans l'urgence des décisions de politique énergétique néfastes pour l'économie helvétique ou qui iraient à l'encontre de nos objectifs climatiques. L'économie suisse s'engage résolument en faveur de solutions à long terme qui rendront l'approvisionnement en électricité encore plus sûr pour l'homme et l'environnement – mais aussi pour la population et l'économie.

Conférence de presse : « Politique énergétique : les faits et les attentes de l'économie suisse »
Mardi 17 mai 2011

Seul le texte prononcé fait foi

Pour une politique énergétique sûre et respectueuse de l'environnement

Exposé du conseiller national Bruno Zuppiger, président de l'Union suisse des arts et métiers

Mesdames, Messieurs,

L'Union suisse des arts et métiers (USAM) milite pour un approvisionnement en électricité sûr, indépendant, neutre en CO₂ et le moins coûteux possible. Elle a aussi le souci d'une utilisation efficiente et respectueuse du climat de tous les agents énergétiques. L'USAM reconnaît les défis que le changement climatique pose à la société. Elle préconise à ce titre une réduction de 20 % des émissions de CO₂ d'ici à 2020, objectif devant être atteint pour moitié sur le sol suisse et pour moitié à l'étranger.

Pour l'USAM, la question de la production électrique reste toujours liée à la politique énergétique et environnementale. Cela signifie que la politique énergétique doit systématiquement favoriser la réalisation d'objectifs en rapport avec les émissions de CO₂. De son côté, la politique environnementale doit viser à préserver une production d'énergie efficiente et novatrice, suffisante et à des prix avantageux. Pour le monde suisse des PME, il est donc indispensable d'aborder cette thématique dans son intégralité.

Avant tout, il ne faut ménager aucun effort pour accroître l'efficacité énergétique. Si l'on sait qu'il existe en Suisse environ 1,5 million de bâtiments nécessitant des assainissements énergétiques et que 1,5 % d'entre eux seulement bénéficient chaque année de ces améliorations, on voit clairement où l'effort doit être porté. Ce rattrapage promet théoriquement aux PME helvétiques - notamment à celles qui sont actives dans la construction et le cleantech - un volume de commandes tout à fait considérable. En tant qu'association faîtière des PME suisses, aux convictions libérales, il va sans dire que nous mettons l'accent sur les incitations et non sur l'interventionnisme de l'État.

L'USAM préconise en priorité les mesures que voici :

1. la déductibilité fiscale des investissements visant à améliorer la qualité énergétique des bâtiments ;
2. une évaluation fiscalement avantageuse des bâtiments ayant un indice d'efficacité élevé ;
3. un droit de bail qui permette à l'investisseur de conserver, comme amortissement supplémentaire, les économies de coûts obtenues grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique d'un bâtiment, sans désavantager les locataires ;
4. une accélération des procédures d'autorisation, ainsi que des normes de construction plus libérales et simplifiées.

Nous exigeons aussi des simplifications dans l'octroi d'autorisations pour des projets petits ou grands concernant le photovoltaïque, le chauffage solaire, l'énergie du bois, la géothermie, le biogaz, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité, etc., ainsi qu'un régime fiscal favorisant les investissements dans les nouvelles énergies renouvelables.

Accroître la part des énergies renouvelables dans le mix électrique de la Suisse a comme heureux effets d'assurer un approvisionnement en électricité à la fois plus sûr, plus indépendant et plus respectueux de l'environnement. Les investissements dans les nouvelles énergies renouvelables ne se justifient toutefois que si l'infrastructure énergétique est adaptée en conséquence. Il faut pour cela :

- une plus grande efficacité des entreprises de distribution grâce à une réglementation qui stimule les investissements innovants,
- la mise sur pied de réseaux électriques intelligents,
- le développement des centrales de pompage-turbinage et de nouvelles techniques de stockage d'énergie.

Pour l'USAM, il va sans dire que l'économie suisse, en tant que garante de la prospérité de notre pays et exportatrice compétitive, a besoin d'un approvisionnement en énergie sûr et d'un coût aussi avantageux que possible. Fidèle à ses objectifs stratégiques, l'USAM appelle par ailleurs de ses vœux le remplacement - indispensable - des centrales nucléaires. Ces nouveaux défis offrent au monde suisse des PME des opportunités considérables qu'elles ne peuvent se permettre de négliger si elles entendent rester compétitives en Suisse comme à l'étranger.

Conférence de presse « Politique énergétique : les faits et les attentes de l'économie suisse »
Mardi 17 mai 2011

Seul l'exposé prononcé fait foi.

Position de l'économie concernant l'approvisionnement électrique

Exposé de Hans Hess, président de Swissmem

Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que je vous présente le point de vue de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, dite MEM, sur l'orientation à donner à la politique dans le domaine de l'électricité.

L'industrie MEM est active dans tous les domaines de la production d'électricité

Pour commencer, permettez-moi d'indiquer clairement que notre branche n'a pas un intérêt particulier à ce qu'une forme donnée d'approvisionnement électrique soit privilégiée. Toutes nos entreprises sont des consommatrices d'électricité et ont besoin de cette source d'énergie pour leurs processus de fabrication. Certaines fournissent des technologies pour toutes les formes de production électrique : nous construisons des centrales à cycle combiné alimentées au gaz, fabriquons des turbines pour les centrales hydrauliques et nucléaires, fournissons des composants de centrales éoliennes et, enfin, nous sommes actifs dans le domaine du photovoltaïque. La géothermie et les installations au biogaz utilisent aussi des produits industriels issus de notre branche.

Nos entreprises sont également impliquées dans le transport de l'électricité et elles sont nombreuses à fabriquer des produits qui permettent une utilisation plus efficace de l'énergie, contribuant ainsi à réduire la consommation. Ces produits comprennent des dispositifs de pilotage dans le domaine de la domotique par exemple ainsi que des machines caractérisées par une efficacité énergétique supérieures et bien d'autres équipements encore.

Mesdames et Messieurs, ces quelques exemples vous laissent entrevoir le large spectre que couvre notre industrie. Chaque fois qu'il est question d'électricité, que ce soit au niveau de la production, du transport ou d'une utilisation efficace, nos produits sont de la partie pour résoudre les problèmes. Dans le débat actuel sur la production électrique future, nous avons à cœur de mettre en avant un risque fortement sous-estimé dans la « guerre de tranchées » qui fait rage : la sécurité de l'approvisionnement.

La sécurité de l'approvisionnement : un facteur économique important pour l'industrie MEM

Pour l'industrie MEM, l'électricité est un facteur de production important. La sécurité de l'approvisionnement est ce dont nous avons besoin avant tout et sans restriction. Par ce terme, il faut entendre le maintien constant de la stabilité du réseau, laquelle permet de prélever, à tout moment, la

quantité d'énergie souhaitée. En cas de panne du réseau, quelle qu'en soit la raison, l'approvisionnement électrique est interrompu, ce qui perturbe la production de nos entreprises et a des conséquences majeures pour l'industrie.

Vu de la Suisse, le meilleur moyen de garantir une sécurité de l'approvisionnement aussi élevée que possible est de veiller à une bonne intégration au marché de l'électricité européen et de garantir des capacités de production indigènes suffisantes. En effet, nous avons besoin de capacités de production suffisantes afin d'éviter de subir les conséquences d'une interruption de l'approvisionnement en Europe. En d'autres termes, la sécurité de l'approvisionnement implique la proximité géographique entre la production et la consommation d'électricité. Il faut donc refuser toute politique basée sur une dépendance vis-à-vis des exportations d'électricité. La mise hors service anticipée des centrales nucléaires fait actuellement débat. Il faut savoir que dans cette éventualité, nous perdrons un volume important d'énergie en ruban qu'il faudrait remplacer. Mais quelles sont les solutions réalistes pour remplacer les centrales nucléaires ?

Quelles alternatives aux centrales nucléaires ?

Dans la mesure où la sécurité de l'approvisionnement est cruciale pour l'industrie et que nous souhaitons qu'une grande partie de l'électricité soit produite en Suisse, il convient d'exclure deux pistes pour remplacer les capacités de production d'énergie en ruban qui pourraient être perdues :

- L'augmentation des importations d'électricité, comme nous l'avons expliqué.
- Une production d'électricité aléatoire : le solaire et l'éolien apportent une contribution croissante à la production d'électricité dans d'autres régions du monde, nous ne le contestons pas. Notre industrie est très active dans la fabrication et l'exportation de produits utilisés dans ce domaine. Mais, ni le soleil ni le vent ne sont particulièrement abondants en Suisse. Le nombre de jour sans soleil et sans vent est malheureusement élevé. Compte tenu des caractéristiques du climat suisse, ces deux technologies ne permettent pas de remplacer la production de grandes quantités d'énergie en ruban. Nous soutenons néanmoins tous les efforts déployés pour développer d'autres méthodes de production d'énergie.

Ainsi, sur la base de l'état actuel de la technique, nous pouvons remplacer les centrales nucléaires par des centrales hydrauliques, des centrales à cycle combiné alimentées au gaz, des centrales à pétrole ou des centrales à charbon. Inutile d'entrer dans les détails, ces modes de production de l'électricité ont aussi des implications de taille. Il n'est plus possible de construire beaucoup de centrales hydrauliques en Suisse. Quant à l'exploitation de centrales à gaz, à pétrole et à charbon, elle aurait pour effet d'accroître les émissions de CO₂, ce qui n'est pas souhaitable au regard de la politique climatique. Permettez-moi d'indiquer encore, en passant, que la consommation d'énergie de l'industrie MEM ne croît pas année après année, bien au contraire. En 2010, la consommation d'énergie totale de notre branche était de 40 % inférieure au niveau de 1990. La consommation d'électricité de notre industrie a reculé dans des proportions similaires (-37 %). Quant aux émissions de CO₂ de l'industrie MEM, elles ont diminué de moitié depuis 1990.

Conclusion : la position de Swissmem sur la politique en matière d'électricité

Pour conclure, je résumerai ainsi la position de Swissmem :

- La politique en matière d'électricité ne doit pas faire de concessions par rapport à la sécurité de l'approvisionnement. Nous avons besoin d'une production d'électricité suffisante, en Suisse. Aux yeux de l'industrie, une politique axée sur une dépendance vis-à-vis des importations est exclue. En ce qui concerne la production d'énergie en ruban, il existe des solutions pour remplacer les centrales nucléaires, cependant, elles présentent aussi des inconvénients en particulier sur le plan de la politique climatique. Ces inconvénients doivent être pris en compte dans le débat. En tant que représentant de l'industrie, nous souhaitons que la Suisse maintienne l'option de l'énergie nucléaire. Du moins jusqu'à ce que l'on trouve une voie praticable qui garantisse les capacités nécessaires, l'approvisionnement et l'indépendance vis-à-vis de l'étranger.

Conférence de presse : « Politique énergétique : Les faits et les attentes de l'économie suisse »
Mardi 17 mai 2011

Seul l'exposé prononcé fait foi.

**Exposé de Magdalena Martullo-Blocher, déléguée du conseil d'administration
de Ems-Chemie**

Une hausse des prix nuit à la place économique suisse

Mesdames, Messieurs,

L'industrie chimique et pharmaceutique suisse compte environ 250 entreprises. Avec une part de 37 % à la totalité des exportations suisses, elle est le plus gros exportateur de notre pays et fournit chaque année pour quelque 75 milliards de francs de marchandises dans le monde entier. Pas moins de 98 % des produits fabriqués en Suisse sont écoulés à l'étranger. La croissance moyenne de la production de 15 % par an depuis 1990 met la branche dans une position de pointe par rapport au reste de l'économie helvétique. Elle assure également 44 % des dépenses de recherche privées effectuées en Suisse (7,1 milliards de francs par année), ce qui fait de l'industrie chimique et pharmaceutique un pilier majeur du pôle suisse de la recherche. La somme totale des salaires versés en Suisse dépasse CHF 6 milliards par année.

L'électricité, facteur de production indispensable et coûteux

Notre industrie fait partie des plus gros consommateurs d'énergie électrique. Pour des raisons tant économiques qu'écologiques, les gains d'efficacité revêtent pour l'ensemble de la branche une importance considérable. Sur la base d'efforts volontaires, celle-ci est pratiquement parvenue à stabiliser sa consommation d'électricité et a réussi à réduire de plus de 10 % en valeur absolue ses rejets de CO₂ depuis 1990, tout en voyant sa production croître de quelque 15 % par année sur cette période. Dans la foulée, elle s'est fixé pour but une nouvelle réduction de 10 % de ses émissions de CO₂ d'ici à 2020 (soit un total de -20 % depuis 1990).

Pour sauvegarder durablement la place industrielle suisse et ses emplois, l'association faîtière SGCI Chemie Pharma Schweiz demande aux autorités en charge de la politique énergétique de pratiquer une approche résolument axée sur l'économie de marché.

A cet égard, deux aspects essentiels lui paraissent devoir être pris en considération:

1. Un prix de l'électricité avantageux

Pour notre industrie, ce prix est un poste important des coûts de fabrication de divers produits de haute valeur. Une majoration de 1 centime par kilowattheure correspond à une augmentation de 0,5 % de la somme des salaires de l'industrie chimique et pharmaceutique. Or, celle-ci doit affronter la concurrence internationale. Il faut s'abstenir d'alourdir encore ses coûts de production déjà fortement affectés par la hausse du franc. Le passage à des sources d'énergie sensiblement plus chères ou une nouvelle majoration de la rétribution à prix coûtant du courant renouvelable (RPC) affectent la Suisse en tant que site de production. Les énergies renouvelables doivent pouvoir s'imposer sans subventions, sur un marché libre.

2. Sécurité de l'approvisionnement

Cette sécurité doit être garantie. La certitude de pouvoir compter en tout temps sur des fournitures suffisantes et continues d'électricité est d'une importance primordiale pour la place industrielle suisse. En plus de la disponibilité en énergies primaires et en installations de production électrique proches des lieux de consommation, les deux autres impératifs sont des réseaux de distribution performants et une gestion de la production électrique adaptée aux besoins de la clientèle. Toute coupure d'électricité entraîne des coûts !

Conférence de presse « Politique énergétique : les faits et les attentes de l'économie suisse »

Mardi 17 mai

Seul l'exposé prononcé fait foi.

Pas de décisions hâtives

Exposé de Frank Ruepp, président du Groupement d'intérêt des industries à consommation intensive en énergie

Mesdames, Messieurs,

Qui est l'IGEB ?

Créé en 1997, le Groupement d'intérêt des industries à consommation intensive d'énergie (IGEB) réunit les fédérations des industries du papier, du verre, du ciment et de la terre cuite ainsi que des entreprises des industries de l'acier, du métal, des panneaux de particules et de fibres, de la chimie, des fibres chimiques et du textile. Les entreprises représentées emploient directement quelque 10 000 personnes et 25 000 emplois dépendent indirectement de leur présence. Elles représentent 6 % de la consommation d'électricité nette de la Suisse et remplissent une fonction économique majeure en tant que « recycleur et éliminateur des déchets de la nation » (papier, métal, verre, boues, etc.). Pour ces entreprises, la part des coûts de l'énergie atteint 10 % au moins de la valeur ajoutée brute.

Quelques chiffres

- La consommation d'électricité des entreprises membres de l'IGEB, plus de 3 600 000 000 kWh/an, correspond à la consommation de 800 000 ménages environ.
- Pour ces entreprises, le prix de l'électricité revêt une importance cruciale ; leurs coûts d'électricité dépassent leurs coûts de personnel.
- Une hausse du prix de l'électricité de 1 centime par kWh implique, pour ces entreprises, 36 millions de francs de coûts supplémentaires – ce qui correspond au coût de plus de 400 emplois.
- Pour les branches à consommation intensive d'énergie, les prix suisses de l'électricité ne sont plus compétitifs depuis l'échec de la libéralisation du marché de l'électricité, car des pays étrangers mènent une politique industrielle (en France par exemple l'électricité est jusqu'à 30 % moins chère).
- Les entreprises représentées par l'IGEB traitent plus de 750 000 tonnes de déchets et sont les « recycleurs de la nation ».
- Ces entreprises ont pris leurs responsabilités en matière d'environnement et sont libérées de la taxe CO₂ (grâce à une convention d'objectif avec l'Agence de l'énergie pour l'économie, AEnEC).

Position de l'IGEB

- Non à des décisions de politique énergétique et climatique hâtives que menacent la compétitivité de la place économique et donc les emplois. Non à la fermeture des centrales nucléaires à court terme. Non à une compensation des émissions de CO₂ en Suisse uniquement.
- L'énergie nucléaire doit rester une option pour compléter le mix de production électrique et autre.
- La construction de centrales à gaz doit être possible sur le plan politique (compensation des émissions de CO₂).
- Il importe de tenir compte des besoins spécifiques des branches à forte intensité énergétique.

Conclusion

Si nous souhaitons que ces industries de base et les emplois correspondants restent en Suisse, il est urgent et indispensable de parvenir à des prix de l'électricité concurrentiels, sans taxes ni impôts, pour les branches à consommation intense en énergie.